

1974-1983

- **L'antisionisme, avec toutes ses ambiguïtés, devient une arme politique étatique à l'échelle internationale, à la fois dans les pays du bloc soviétique et dans le «tiers monde».**
- **L'antijudaïsme musulman se mêle à l'antisionisme et à l'antisémitisme importé d'Europe, formant un cocktail mortel, développé par les partisans de l'islam politique, et qui se diffuse dans les masses du Proche et du Moyen-Orient.**
- **La deuxième vague internationale d'antisémitisme se déroule des années 1974 aux années 1982. Elle est beaucoup plus longue que la précédente (sept années au lieu de quatre mois) comme le signale S. Epstein.**

Des synagogues sont attaquées avec des bombes artisanales ou incendiées, des cimetières sont vandalisés, des Juifs agressés dans les rues. Les **actes sont plus violents** que lors de la première vague internationale. Lorsqu'ils sont arrêtés, les coupables se révèlent être exactement le même genre d'individus que lors de la première vague : quelques déséquilibrés et surtout des jeunes garçons, organisés en de toutes petites bandes très peu structurées, même si elles adoptent des appellations inquiétantes comme la Division Adolf Hitler ou la Brigade Das Reich, etc. Comme lors de la première vague antisémite (1959/1960) **ce ne sont pas des militants de l'extrême droite organisée qui se livrent à ces violences, même si l'influence de certains groupes fascistes se renforce dans les sociétés européennes.** Les analystes ont tendance à attribuer ces actes antisémites locaux à un climat anti-israélien ou propalestinien. Quelques attentats ont effectivement lieu, notamment en France contre les synagogues de la rue Copernic (3 octobre 1980) et de la rue des Rosiers (9 août 1982). Mais **les acteurs locaux de cette deuxième vague antisémite ne sont pas motivés par une sympathie particulière pour l'OLP, le Fatah ou le FPLP.**

On assiste d'autre part à une **vague d'agressions voire de meurtres xénophobes** dans toute l'Europe, ce qui contribue aussi à dissimuler l'étendue de cette seconde vague antisémite et à confondre trois phénomènes :

- la vague de violences antisémites autochtones ;
- les attentats commis par des Palestiniens ou en leur nom ;
- les violences et meurtres xénophobes.

Comme la guerre froide bat encore son plein, certains commentateurs accusent de nouveau l'Union soviétique de vouloir déstabiliser le merveilleux «monde libre» en soulignant la résurgence du nazisme à l'Ouest.

* **CONTEXTE INTERNATIONAL**

- En **1975** L'ONU adopte une résolution selon laquelle le sionisme serait *«une forme de racisme et de discrimination raciale»*. Ce **texte légitime et dynamise l'antisionisme à l'échelle internationale.** Comme l'écrit Tomer Bar-Lavi (2018) : *«L'une des premières éruptions d'antisionisme extrême sur la scène mondiale s'est produite avec l'adoption, en 1975, de la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies, qui déclarait que "le sionisme est un racisme", qualifiant ainsi le mouvement national du peuple juif d'illégitime. Biletsky (Libel Zionism = Racism,*

Amal Publishing, 1979) a documenté l'extrême poussée de la propagande antisioniste de l'Union soviétique avant et après l'adoption de la résolution. La propagande soviétique montrait du doigt les Juifs, qualifiait le sionisme de racisme-fascisme, niait l'existence des Juifs en tant que peuple et attribuait aux "sionistes" des tropes antisémites classiques concernant l'argent, le cosmopolitisme et une conspiration mondiale (Ibid.). Cette activité a déclenché des incidents antisémites en URSS, notamment l'apparition de croix gammées sur les portes des maisons juives (ibid., 71-72). » Tomer Bar-Lavi (2018),

La résolution sera abrogée en 1991, mais l'argumentation des «antisionistes» n'en sera pas affectée, bien au contraire. L'ONU donne une justification légale à l'antisionisme, donc aussi à ses diverses versions antisémites de droite et de gauche.

– En **1979, l'Iran devient une république islamique**. Ce pays se transformera bientôt en un ardent propagateur de l'antisionisme, de l'antisémitisme et du négationnisme.

Par ricochet, le fait que le «Petit Satan» et les Juifs soient au centre de sa propagande encourage les mouvements islamistes sunnites, et notamment les Frères musulmans, à donner beaucoup plus d'importance à la propagande anti-israélienne et antijuive dans leurs discours et leurs écrits. Les régimes nationalistes arabes commencent à être accusés d'être des marionnettes au service d'Israël, des Juifs américains ou d'un imaginaire complot juif international.

– Le **6 juin 1982**, Israël envahit le Liban, sous prétexte qu'elle veut détruire les installations militaires de l'OLP dans ce pays. *«L'armée israélienne occupe pour la première fois une capitale arabe. L'alliance stratégique entre l'État juif et les groupes et milices chrétiens du Liban laisse comprendre qu'il s'agit de remodeler une partie du Moyen-Orient en aidant à instaurer un pouvoir libanais proche d'Israël, hostile aux Palestiniens et aux Syriens. Ce n'est pas une simple opération anti-terroriste. Après les bombardements massifs sur la capitale libanaise, les massacres de Sabra et Chatila, les 16 et 17 septembre 1982, jettent l'opprobre sur Israël. [...] Israël perd son statut d'État victime¹, de petit David face aux armées arabes coalisées.»* (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

– **Du 16 au 18 septembre 1982, les massacres de Sabra et Chatila au Liban** (entre 700 et 3 000 morts) commis **pendant trois jours** par des phalangistes chrétiens libanais, **sous les yeux des militaires israéliens** qui encerclaient ces deux camps de réfugiés palestiniens, provoquent une nouvelle flambée d'antisémitisme antisioniste et d'antijudaïsme dans le monde musulman. Ces massacres permettent de ressortir les passages anti-judaïques les plus violents contenus dans le Coran ou dans les hadiths (propos du prophète de l'islam authentifiés – ou pas – par les «savants» musulmans) et de raviver de vieilles légendes sur les crimes rituels des juifs.

– **Deux attentats terroristes** se déroulent en Belgique (une école juive à Anvers en 1980 ; un centre juif dans la même ville en 1981) et un à Vienne (août 1981), en Autriche.

1. En fait, elle l'a déjà perdu lors de l'intervention israélo-britannico-française de 1956 contre le canal de Suez et l'Égypte.

* *SITUATION FRANÇAISE*

* Le **CRIF** devient un peu moins timide. La composition sociale du «collectif juif» continue à changer au profit de la petite bourgeoisie salariée. Le **Renouveau juif** bouscule les notables du CRIF.

– Le 25 janvier **1974**, le correspondant du *Monde* et du *Monde diplomatique*, Eric Rouleau, se voit interdire l'entrée de Riyad parce que «*le régime saoudien interdit aux Juifs de mettre un pied sur son territoire*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011). Devant le silence de Pompidou face à cet acte antisémite, le CRIF exige publiquement du président de la République qu'il intervienne. Mais la combinaison entre la traditionnelle diplomatie de couloir et cette timide tentative d'intervenir dans le champ médiatique se clôt par un échec tout comme les questions posées par le CRIF, la même année, aux deux principaux candidats : Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

– En **1975**, les artisans et commerçants représentent 21,4 % des Juifs, les professions libérales et cadres supérieurs 25%, et les ouvriers 8,9%. Par rapport à l'avant-guerre on constate une **importante ascension sociale**. Il y a un pourcentage nettement plus élevé d'ouvriers chez les Juifs immigrés récemment du Maroc et de Tunisie (19,6%) et d'Algérie (15,6%). Le livre de D. Bensimon et S. della Pergola (1984) constitue l'une des rares études sur la composition sociale de la minorité juive. Précisons que les marxistes et les anarchistes ne se sont jamais penchés sérieusement sur cette question.. ou alors ils n'ont diffusé que des analyses impressionnistes et bâclées rejoignant les préjugés dominants² (cf. les articles de l'inénarrable Norman Finkelstein³).

En **1976**, les «Douze heures pour Israël» rassemblent 100 000 personnes, «*mi-kermesse, mi-meeting*», selon Henri Hajdenberg, inaugurant ainsi une «*nouvelle politisation des Juifs de France*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011). Hajdenberg s'inspire des «*formules de mobilisations en faveur du Vietnam à la fin des années 1960. [...] Jusqu'à présent, les dirigeants communautaires acceptaient une défense d'Israël qui se faisait par des groupes où les Juifs étaient nombreux, mais ne se présentaient pas comme juifs, comme la LICA ou l'association France-Israël. [...] Ce succès considérable éclipse un*

2. Cette critique est valable autant pour Karl Kautsky et Abraham Léon (ce dernier ayant rédigé son livre dans la clandestinité, sous l'Occupation allemande, sans avoir accès aux bibliothèques et aux archives) que pour des écrits plus contemporains. Je pense notamment à une étude «marxiste» sur les classes sociales au Panama qui reprenait les pires préjugés antisémites sur les Juifs de ce pays qui représentent seulement 17 000 personnes sur 4 millions d'habitants ! Ce que confirme un article d'*El Pais* en 2014, dont le titre résume bien la situation : «Panama est le pays d'Amérique où il y a le plus d'attitudes antisémites» <https://elpais.com/internacional/2014/05/21/actualidad/1400700010510264.html>.

Il en est de même pour Norman Finkelstein dont les «analyses» sans fondement historique solide et les statistiques bidons sur les Juifs américains sont reprises régulièrement par des groupes comme l'UJFP.

3. Cf. mon article « Norman Finkelstein alimente la propagande antisémite la plus grossière en s'appuyant sur des statistiques absurdes ! » <https://nfnf.eu/spip.php?article566> .

CRIF plus inaudible que jamais et installe Henri Hajdenberg et le Comité juif d'action au cœur de la vie publique juive française» (idem) – du moins pour quelques années.

En janvier 1977, le CRIF publie sa seconde charte pour prendre acte de ses modifications internes (intégration de Juifs d'Afrique du Nord, présence de sionistes et de féministes dans ses rangs, etc.) Concurrencé par le Renouveau juif de Hajdenberg, le CRIF déclare que Israël est l'«*expression privilégiée de l'être juif*» ; «*la centralité d'Israël est donc à présent une conception revendiquée par l'institution*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011). Il dénonce «*la politique étrangère française au Moyen-Orient*», qui abandonne Israël «*au profit de l'amitié des pays arabes et de leurs largesses pétrolières*» (idem). Les communistes juifs de l'UJRE s'abstiennent de voter la nouvelle charte, critiquée par le Cercle Gaston Crémieux, qui, lui, n'est pas membre du CRIF

La même année, le CRIF organise «*une manifestation silencieuse pour les libertés des Juifs d'URSS. [...] Cette mobilisation politique [...] va permettre la formation politique de celles qui ceux qui vont jouer un rôle clé au CRIF quelques années plus tard.*» Évidemment, l'UJRE stalinienne s'abstient de condamner l'antisémitisme dans le camp «socialiste».

En 1977, Hajdenberg et son Comité juif d'action appellent à battre le giscardien Dominati dans le III^e arrondissement de Paris suite à la libération d'Abou Daoud chef du commando palestinien de Munich, et se vantent (sans avancer la moindre preuve) d'avoir fait élire le député socialiste George Dayan.

Mais «*les jeunes loups de la communauté juive qui veulent bousculer les habitudes des notables*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011) souhaitent aller encore plus loin et créent donc «*le Renouveau juif en 1979*» ce qui «*accentue la rupture avec la diplomatie des petits fours, chère aux notables du CRIF*» (idem).

1980 : le Renouveau juif, qui a pris la relève du Comité d'action juif, intervient de façon très militante dans l'espace public, à la fois contre le Front national, pour Israël et contre Giscard d'Estaing.

«*Les raisons de mécontentement à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing au sein de la communauté juive française se sont multipliées : maintien de l'embargo sur les armes à destination d'Israël, rapprochement avec les pays du golfe Persique, fourniture d'armes et de technologies militaires à l'Irak de Saddam Hussein et critiques des accords de paix de Camp David entre Israël et l'Égypte.*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

Hajdenberg menace d'utiliser «*le vote sanction à l'élection présidentielle de 1981. Son mouvement n'hésite plus à défier publiquement, non seulement le pouvoir politique en place à Paris, mais aussi le leadership des institutions juives [...]. Le 27 avril 1980, lors de la quatrième édition des 12 heures pour Israël [...], il se lance [...] dans une vigoureuse charge contre Giscard d'Estaing*» à cause de sa politique pro-arabe (idem). Ce discours aiguise le conflit avec le CRIF et ses dirigeants «*qui ont connu la Seconde Guerre mondiale*» et «*pour qui la neutralité politique reste une ligne de conduite intangible*». D'ailleurs, en mai 1981, le Renouveau juif appelle à voter contre Giscard, dont la politique est «*dangereuse pour la paix*» et «*pour la France*». Cette consigne accrédite l'existence d'un mythe «vote juif», vote contesté par les spécialistes des questions électorales. Mais le plus important est ailleurs : elle illustre le fait que «le modèle américain» commence à «séduire les responsables communautaires», selon Shmuel Trigano (in O. Guland et M. Zerbib, 2000).

* **NEGATIONNISME ET NOUVELLE DROITE**

En **1978/1979**, le grand public découvre les thèses négationnistes et antisémites grâce à la collaboration efficace qui se noue entre Robert Faurisson, professeur de lettres modernes, et plusieurs «ultra-gauches» dont Pierre Guillaume. Et surtout grâce à la collaboration des grands médias, à commencer par *Le Monde*, mais aussi *Libération* qui leur fournissent de nombreuses tribunes et offrent autant de contre-tribunes à leurs adversaires, à la fois pour vendre du papier et pour concentrer l'attention générale uniquement sur le Front national⁴.

De telles publications sont aussi rendues possibles par **le relativisme culturel** qui envahit les discussions sur toutes les questions politiques et sociales. Cette mode idéologique amène, par exemple, à considérer que le fascisme et l'antifascisme sont équivalents (par leur violence), ou le fruit de choix individuels arbitraires.

1979 correspond aussi à l'année du lancement de la Nouvelle Droite qui, s'appuyant sur le GRECE et le Club de l'Horloge, tentera d'influencer le RPR gaulliste. Alain de Benoist promeut son opération de confusion et souligne ses convergences avec la Nouvelle Gauche. Si l'antisémitisme ne constitue pas le fond de commerce de cette Nouvelle Droite, son exaltation des racines gréco-chrétiennes de l'Occident est très clairement anti-judaïque. Et de Benoist joue les grands théoriciens en expliquant benoitement qu'il ne faudrait pas confondre les «théories raciales» (purement explicatives selon lui) et le «racisme» (qui peut justifier la domination, l'exclusion ou l'extermination). Évidemment, les néo-païens du Front national et tous les fascistes qui essaient de se refaire une virginité se sentent proches d'Alain de Benoist, au moins sur ce plan-là.

* **Trois attentats à Paris entre 1970 et 1980**

Le **27 mars 1979**, une bombe explose devant le restaurant universitaire juif, rue de Médicis, à Paris. Plusieurs étudiants sont grièvement blessés. L'attentat est revendiqué par une organisation palestinienne.

Deux autres attentats se déroulent à Paris ; ils visent des cibles juives et sont séparés de la vague internationale antisémite, mais confondus par les commentateurs avec des violences d'origine purement française :

– **3 octobre 1980** : Un attentat visant la synagogue de la rue Copernic⁵, à Paris, fait quatre morts et vingt-deux blessés. Si les dix kilos de pentrite avaient explosé quelques minutes auparavant, la

4. Cf. *Incrévables négationnistes (1945-2014)*, *Ni patrie ni frontières* n° 46-47, disponible en ligne (<https://nfnf.eu/spip.php?article443>) et en version papier.

5. Cet attentat n'est pas isolé au cours du dernier trimestre de cette année: «*Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1980, une petite voiture rouge sillonne les rues de Paris : ses occupants non identifiés mitraillent une synagogue, une école juive, une crèche juive, le Mémorial du martyr juif inconnu. Quelques jours auparavant, des inconnus avaient plastiqué le domicile du président de la Ligue des*

bombe aurait provoqué des dizaines de morts puisque le lieu de culte était plein. Giscard ne daigne pas se rendre à la synagogue et poursuit son week-end à la campagne. Quant au Premier ministre, Raymond Barre, il évoque un «*attentat odieux qui voulait frapper les israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic*». Non seulement ces propos sont antisémites mais ils sont factuellement inexacts puisque les victimes sont un Chinois, une Portugaise, une Israélienne et un Français. Giscard intervient à la télévision **quatre jours** plus tard.

Le CRIF publie un communiqué qui, pour une fois, met en cause «*la passivité des pouvoirs publics*» et l'«*inexplicable impuissance de la police*» mais c'est «*Henri Hajdenberg [qui] s'impose un peu plus comme le leader médiatique et politique des Juifs en France. Présent dans l'heure qui suit l'attentat sur les lieux du drame, il est interviewé en direct dans le journal de TF1.*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

– **9 août 1982** : un attentat vise le restaurant Goldenberg, 7 rue des Rosiers. Bilan : 6 morts, 22 blessés.

Quel est le but de ces attentats ? «*Les terroristes ont surtout pour objectif d'inquiéter l'opinion non juive qui, traumatisée, rejetterait sur les victimes elles-mêmes la faute des désordres. Après tout, il est peut-être dangereux d'habiter près d'une synagogue, d'une crèche ou d'une école juive, des "innocents", victimes d'un conflit qui ne les concerne pas, peuvent tomber, pitoyables témoins d'un combat qui n'est pas le leur*» (B. Philippe, 1997). Le but ultime est de «*chercher à isoler les juifs de la communauté nationale*» (*idem*).

* JUIFS ET MAGHREBINS

Le nombre des immigrés maghrébins augmente considérablement dans les années 1970 : le nombre d'Algériens passe de 600 000 en 1965 à 800 000 en 1982 ; et il y a, 1982, 440 000 Marocains et 190 000 Tunisiens.

Donc 1 600 000 Maghrébins vivent dans l'Hexagone, dont une partie sont certainement musulmans. La France abrite environ 500 000 Juifs dont 240 000 immigrés juifs qui, pour plus de la moitié, sont arrivés d'Afrique du Nord entre 1944 et 1979, doublant ainsi les effectifs du collectif juif en France.

Si l'on en croit l'étude de R. Leveau et D. Schnapper (1986), mais c'est aussi l'avis d'autres spécialistes, un premier changement fondamental se produit, pour les immigrés en général et les Maghrébins en particulier, «*en juillet 1974, lorsque l'immigration a été arrêtée, en France comme dans les autres pays européens. L'impossibilité de continuer à aller et venir, ou simplement la crainte de perdre son droit au travail ou à la résidence ont entraîné un changement de comportement et surtout des exigences nouvelles confusément formulées. La venue des familles, la naissance des enfants en France, ont amené à concevoir l'avenir à l'intérieur de la société française. La peur de perdre son identité dans cette situation nouvelle a justifié le recours à l'islam, sans que l'on ait su, de part et autre, où conduirait le refus, ni quelles pourraient être les limites de nouveaux compromis.*»

droits de l'homme, incendié un magasin juif du Sentier, maculé les murs de graffitis...» (Béatrice Philippe, 1997).

Dans les années 70, la «question immigrée» déboule sur la scène politique en France, à la fois à l'extrême droite (le FN est fondé en 1974 et sa lutte contre la prétendue «immigration sauvage» est son principal fonds de commerce jusqu'à aujourd'hui) et à l'extrême gauche (les maoïstes et certains gauchistes voient dans le prolétariat immigré des OS une avant-garde potentielle et veulent lier la question des discriminations racistes et des violences policières à celle de la Palestine). Les partis et syndicats de gauche qui ont toujours réussi à attirer un certain d'immigrés dans leurs rangs (notamment des ouvriers immigrés juifs, mais aussi des migrants italiens, polonais, espagnols, portugais, etc.) ne sont pas capables de recruter massivement parmi les travailleurs maghrébins.

Pour R. Leveau et D. Schnapper (1986), *«Dès les années 1930, les immigrés musulmans ont donné une priorité à la lutte pour l'indépendance sur la solidarité prolétarienne. Un sentiment religieux diffus a pu s'ajouter à l'engagement national pour refuser une orientation collective nouvelle qui aurait préparé les voies de l'intégration, dans la mesure où les combats livrés se trouvaient liés dans un provisoire durable à l'espace politique français. L'absence de ces intermédiaires issus des partis politiques explique aussi sans doute la faiblesse numérique des élites issues de l'émigration. Pendant longtemps, les familles en mobilité sociale ascendante ont réinvesti, tant sur le plan matériel que symbolique, dans le pays d'origine, où les besoins en cadres, la plus-value assurée aux diplômés et à l'expérience acquise en France assuraient des chances supérieures à celles que l'on pouvait acquérir dans le milieu français. La fermeture des débouchés dans les pays d'origine, les effets multiplicateurs de l'enseignement français sont en train d'amener un renversement de situation.»*

On remarquera que les auteurs ne font aucune référence aux mécanismes du racisme institutionnel qui sévissent à la fois dans les partis de gauche et les syndicats, mais aussi dans les institutions de l'État (École, police, justice, etc.). Pas plus qu'ils ne font allusion à la politique nationaliste du PCF (et donc de la CGT), comme en témoigne sa campagne «Produisons français» et le discours de Marchais contre l'immigration en 1981.

Quoi qu'il en soit, Leveau et Schnapper soulignent, dès 1986, les nouveaux phénomènes qui sont en train de se mettre en place chez les «musulmans» et qui vont les mettre en opposition progressivement avec les Juifs républicains ou de la gauche modérée :

1. La *«libéralisation du régime des associations étrangères en 1981»* permet à de nombreux Maghrébins, musulmans ou pas, ou plus généralement «immigrés» de s'organiser à propos de toutes sortes de causes humanitaires, culturelles ou politiques. Si ces libertés nouvellement acquises ont des effets positifs comme la reconnaissance du «droit à la différence», elles ouvrent la voie à l'éparpillement des combats, puis aux politiques identitaires qui sont aujourd'hui la règle, chez les Juifs comme chez les autres minorités nationales ou ethniques (Maghrébins, Antillais, Africains, etc.)

2. *«Pour ceux qui situent leur avenir en France les difficultés rencontrées dans leur effort d'intégration leur rappellent le sort des Arabes en Israël et la lutte désespérée des Palestiniens au Moyen-Orient.»*

Dans ce cadre, les meurtres commis par des flics ou des individus racistes sont une source de politisation importante. *«La cause palestinienne est ainsi revendiquée comme l'équivalent du génocide juif pour mobiliser la communauté et revendiquer la reconnaissance de ses droits et des devoirs de l'État à son égard.»* (R. Leveau et D. Schnapper.) **On voit se mettre en place la concurrence mémorielle qui prendra de plus en plus d'ampleur**, avec la question de l'esclavage pour les Afro-descendants (pas forcément musulmans) et celle des discriminations dans les banlieues, dont la gestion sera, à partir des émeutes de 2005, comparée, par certains intellectuels et militants identitaires de gauche, à celle de l'Algérie française et au régime discriminatoire de l'indigénat.

3. Cette comparaison établie entre la position (perçue comme dominante) des Juifs et la position (dominée) des «musulmans» de France entraîne aussi des **conséquences délétères qui conduiront de plus en plus à la séparation des combats contre le racisme et l'antisémitisme**, voire à des antagonismes «communautaires» ou identitaires, comme ceux que prônent aujourd'hui les racialisés du PIR et leurs compagnons de route universitaires : *«Reconnaissant la société française comme société politique légitimement constituée, fonctionnant selon les règles de la laïcité, les militants⁶ de France traduisent, à travers leurs discours sur le vote, la citoyenneté, la nationalité, un double effort d'intégration et d'affirmation identitaire. Cette affirmation identitaire se réfère moins à un pays d'origine qu'à une cause idéalisée et abstraite, la cause palestinienne», [aujourd'hui, s'y ajoute l'affirmation d'une identité «noire», «non blanche» ou «indigène», Y.C.] «qui les conduit à formuler leur hostilité à Israël et à glisser parfois à l'antisémitisme. Leur solidarité avec les grandes causes arabes a abouti à leur faire refuser ce qu'ils qualifient de "récupération"⁷ par SOS-Racisme où les étudiants juifs sont nombreux, et à soupçonner l'Église catholique d'intentions douteuses à leur égard à cause de l'origine juive du cardinal Lustiger.*

La présence en France de ce qu'ils perçoivent comme une communauté juive puissante et structurée, occupant des postes en vue dans le monde politique, les affaires et même l'Église leur apparaît comme un obstacle à peu près insurmontable à leurs désirs ambigus d'intégration. A la limite, elle leur paraît justifier leurs hésitations à franchir le pas de la naturalisation, puisque de toute façon, selon eux, leur démarche sera bloquée par la communauté juive. Dans l'inconscient collectif des militants de France, accepter de s'intégrer implique déjà un effort pour renoncer à la protection politique de la communauté musulmane. Si l'effort d'entrer dans un système chrétien laïcisé entraîne, en plus, la soumission de fait à une autorité sociale exercée» [dans leurs fantasmes, Y.C.] «par des juifs, l'effort est jugé impossible.» (R. Leveau et D. Schnapper.)

4. Les jeunes Français d'origine maghrébine, se reconnaissent de plus en plus comme «musulmans» par «souci de dignité», selon R. Leveau et D. Schnapper, mais aussi en réaction contre le racisme ambiant (ignoré par les deux auteurs). Cela conduit ces jeunes «Franco-Maghrébins» à *«revendiquer, au nom de cette dignité, le droit pour les autres musulmans de faire construire une mosquée, qu'eux-mêmes ne fréquenteront pas»*

5. Les jeunes Français d'origine maghrébine se sentent «français» exactement comme les Juifs, même s'ils ne font pas de *«déclarations de patriotisme enflammé»*, quoique la présence massive de ces jeunes aux rassemblements populaires (type Coupe du Monde de football ou même «Gilets Jaunes» plus récemment), leur adoption du drapeau tricolore, le fait que même les émeutiers de 2005 aient brandi leur carte d'identité face aux journalistes, témoigne d'une volonté d'assimilation au patriotisme français plutôt que d'une rupture avec la culture dominante.

6. Cf. la typologie de D. Schnapper, dans l'encadré page suivante.

7. Contrairement à ce qu'affirment R. Leveau et D. Schnapper, cette récupération a bien eu lieu et a été mise en œuvre par la social-démocratie française et ses alliés intellectuels républicains de gauche.

* Juifs et Maghrébins

face

aux questions religieuses et politiques en France

D. Schnapper a établi une typologie des Juifs «fondée sur l'existence du double pôle religieux et historique» et a trouvé trois modèles dans le «collectif juif»

– les *pratiquants* : la religion a pour eux une dimension essentielle donc ils respectent «les pratiques quotidiennes (prières, respect des règles alimentaires) et hebdomadaires (célébration du shabat)». Cette dimension religieuse ne les empêche pas de voter, de militer dans des partis, des syndicats, ou des associations culturelles ou politiques juives.

– les *militants* : leur pratique religieuse est plus réduite, ils participent aux rites de passage (*barmitzvah* et *batmitzvah*, mariage et enterrement) et aux grandes fêtes juives. Mais pour eux l'essentiel est d'agir en faveur de l'État d'Israël, même s'ils ne partent pas y vivre ;

– et les *israélites* : ils sont moins, voire peu, pratiquants, mais se considèrent toujours fidèles à la tradition juive tout en ne s'impliquant pas dans les activités de la «communauté».

Pour les «musulmans», R. Leveau et D. Schnapper ont également imaginé quatre «idéal-types⁸», qui fournissent une grille de lecture et permettent une certaine comparaison avec la situation des Juifs, comparaison qui souligne beaucoup plus les différences que sur les similitudes entre les deux minorités. Comme l'indiquent les auteurs, «Les conditions historiques, les traditions sont trop différentes pour qu'on puisse tirer de l'histoire des juifs des "leçons" pour prévoir ce que sera l'avenir des musulmans – même si ces derniers évoquent volontiers, explicitement ou implicitement, l'exemple des juifs pour leur action.». Les auteurs distinguent les **musulmans en France** (ceux qui pensent y rester vivre un temps limité) des **musulmans de France** (ceux qui n'en partiront plus et/ou sont devenus français), et introduisent aussi des différences entre les ouvriers et les intellectuels. Je ne peux donc que résumer brièvement leur propos :

– le **pratiquant** fait ses cinq prières quotidiennes, ne boit pas d'alcool et ne mange pas de porc, fait le Ramadan, pratique l'aumône et se rend en pèlerinage à La Mecque. Parmi eux, les ouvriers ignorent la vie politique et syndicale alors que certains intellectuels sont «soucieux d'utiliser les syndicats pour défendre la religion» et «font de la politique un instrument de la religion» ; pour le pratiquant, «le travail doit rester subordonné à la religion et à ses pratiques». L'activité syndicale est le moyen «d'obtenir des avantages sur le plan religieux» ;

– le **prosélyte qui veut vivre et travailler en France** : il accepte de «tenir en compte de la réalité de l'immigration» et «prône un dialogue et des efforts non violents pour l'amener à changer» ; mais il a tendance à créer un «groupe séparé qui aura besoin pour survivre d'être protégé, soit par le pays d'origine soit par un pays puissant comme l'Arabie saoudite» ;

– le **prosélyte qui est généralement venu seulement étudier ou travailler** quelques années en France et n'est prêt qu'à faire que des compromis minimes avec les règles de la société française ;

– le **militant anti-occidental** : «*d'inspiration tiers-mondiste*», il critique la domination des pays musulmans par les pays occidentaux qui sont des ennemis de l'islam et exploitent les immigrés. Le plus souvent ce sont des étudiants ou des intellectuels qui, venus au départ pour peu de temps, finissent par rester en France et occuper des «*emplois manuels inférieurs à leur formation*». La cause palestinienne est centrale pour eux ; «*grâce à l'action syndicale et à l'utilisation du droit de vote*», ils veulent organiser une «*résistance globale de l'islam*» contre l'Occident.

Sources citées :

Tomer Bar-Lavi, *Migration and the « new antisemitism ». An Examination into a Potential Source of Rising Antisemitic Incidents*, maîtrise présentée à la faculté des sciences sociales de l'Université hébraïque de Jérusalem, 2018

Yves Coleman, *Incrévables négationnistes (1945-2014)*, *Ni patrie ni frontières* n° 46-47.

Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont, 2011

Olivier Guland et Michel Zerbib, *Nous Juifs de France* (douze entretiens avec des personnalités juives), Bayard, 2000

Rémy Leveau et Dominique Schnapper, «Religion et politique ; juifs et musulmans maghrébins», *Revue française de science politique* n° 6, 1987

Béatrice Philippe, *Être juif dans la société française. Du Moyen Age à nos jours*, Éditions Complexe, 1979, 1997